

# Algérie-France : la mémoire ressuscitée

(1<sup>re</sup> partie)

**«Je crois en la civilisation comme à une protection de l'homme parce qu'elle met une barrière entre lui et la barbarie. Mais on ne voit pas bien aujourd'hui dans la politique française, qui sépare l'homme de la brute.» Malek Bennabi in Témoignages sur la guerre de libération. Ed. Alam El Afkar-2010.**

La journée du mardi 14 février 2017 fera-t-elle date dans la tumultueuse question mémorielle entre l'Algérie et la France, ou bien n'aura-t-elle été qu'un épisode parmi tant d'autres, celui-ci, juste un peu inhabituel, que connaissent les relations algéro-françaises depuis juillet 1962 et qui sera «remisé» après la présidentielle de mai 2017 ?

En effet, un candidat atypique à l'élection présidentielle française d'avril-mai 2017, en l'occurrence Emmanuel Macron, déclarait le 14 février 2017 à une chaîne de télévision privée algérienne pas moins

semble pour le moins plus simple à dire qu'à faire, tant les positions contradictoires paraissent figées depuis longtemps.

C'est le président Jacques Chirac, en «ami de l'Algérie», qui a inauguré en décembre 2001 le «défilé» des chefs d'Etat et candidats français à la présidentielle effectuant le «pèlerinage» de l'Algérie. Le président Chirac qui avait transmis la sympathie des Français aux victimes des inondations de Bab El- Oued de novembre 2001 est revenu à Alger du 2 au 4 mars 2003, à près de six mois de l'élection présidentielle.

**Considérant la grande sensibilité de la question mémorielle dans les deux pays, l'Algérie et la France, la déclaration de Macron à Alger, qualifiée parfois de «tsunami» politique, a suscité des réactions farouches en France, engendré une certaine gêne feignant l'indifférence dans les milieux officiels algériens et provoqué un accueil majoritairement favorable au niveau de la classe politique et de la société civile algériennes.**

que la colonisation française constituait «un crime contre l'humanité». Il avait ajouté que «la France a installé les droits de l'Homme en Algérie, elle a simplement oublié de les lire»<sup>(1)</sup>.

Le jeune Macron (39 ans seulement) se défend de vouloir «balayer le passé».

Il condamne ouvertement la colonisation qu'il qualifie de barbarie, et estime nécessaire de présenter des «excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes»<sup>(2)</sup>. Ainsi, il venait ainsi de franchir un cap plus que sémantique qu'aucun homme politique français n'avait osé franchir avant lui.

Par la même occasion, il était revenu sur sa précédente déclaration faite à l'hebdomadaire français *Le Point*, en octobre 2016, où il reconnaissait qu'«en Algérie il y a eu la torture mais aussi l'émergence d'un État, de richesses, de classe moyenne, c'est la réalité de la colonisation»<sup>(3)</sup>. Une fois encore, on avait eu droit au rappel des «bienfaits de la colonisation» en Algérie.

Considérant la grande sensibilité de la question mémorielle dans les deux pays, l'Algérie et la France, la déclaration de Macron à Alger, qualifiée parfois de «tsunami» politique, a suscité des réactions farouches en France, engendré une certaine gêne feignant l'indifférence dans les milieux officiels algériens et provoqué un accueil majoritairement favorable au niveau de la classe politique et de la société civile algériennes.

Si la déclaration d'un homme politique français qui n'a pas vécu la guerre d'Algérie surprend par son audace par rapport au relatif consensus de la classe politique française, hormis le courant d'extrême-droite, de n'aborder la question mémorielle qu'avec prudence eu égard à ses retombées sur la communauté des rapatriés et celle des binationaux, et la crainte de sa récupération électorale par ce courant, il faut tout de même reconnaître que les dirigeants français ont accompli une certaine mue sur cette question avec pour ambition de «vouloir éviter de fâcher chacun en tentant de satisfaire tout le monde», tant en Algérie qu'en France. Un exercice qui

A cette occasion, il avait évoqué devant les parlementaires algériens «un passé douloureux qu'il ne faut ni oublier ni renier». Dans la déclaration d'Alger qui a sanctionné la visite, les deux parties se sont engagées à ne pas «oublier le passé» et à «jeter les bases d'une relation globale forte, confiante et résolument tournée vers l'avenir».

A son tour, Nicolas Sarkozy a consacré son premier voyage officiel hors Europe à l'Algérie, en juillet 2007. Il y retourne pour une seconde fois en visite d'Etat en décembre de la même année durant laquelle il avait qualifié la période coloniale de «profondément injuste et contraire aux trois mots fondateurs de notre République : liberté, égalité, fraternité».

François Hollande, candidat à la primaire socialiste, s'est déplacé en décembre 2010 à Alger où il avait effectué son stage avec l'ENA en 1978 et découvre «un pays fier de son indépendance». Il y retournera en 2012 et en 2015. C'est avec lui que les relations entre Alger et Paris retrouveront une dynamique que le «trublion» Sarkozy avait fini par enterrer<sup>(4)</sup>.

La Déclaration d'Alger sur l'amitié et la coopération qui avait couronné la visite de décembre 2012 et à laquelle s'ajoute la création d'un comité intergouvernemental de haut niveau, chargé de renforcer la coopération économique entre les deux pays, avaient eu pour préalable un discours devant le Parlement algérien dans lequel il avait déclaré : «Je reconnais ici les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien (...) Pendant 132 ans, l'Algérie a été soumise à un système profondément injuste et brutal»<sup>(5)</sup>. Hollande effectuera une brève visite de travail de huit heures à Alger en juin 2015. Elle devait être consacrée à la relance de la coopération économique ; elle sera dominée par les questions sécuritaires régionales, notamment le Mali et la Libye<sup>(6)</sup>. L'occasion n'était pas à l'évocation du passé commun.

De même, et avant de recevoir Emmanuel Macron, Alger avait été visitée par les candidats aux primaires Alain Juppé pour la droite, en février 2016, et Arnaud de

Montebourg, pour les socialistes, en décembre de la même année. Alger ne leur a pas permis de réussir à cet «examen» préélectoral. Les hommes politiques français, présidents en exercice ou candidats, considèrent qu'en dehors de l'Europe et pour des raisons liées tant à l'Histoire, aux intérêts qu'à la proximité géographique, Alger reste une étape importante, pour leur mandat ou leur candidature présidentielle. Sur chaque visite plane la question mémorielle. Si l'approche de cette problématique est nuancée selon l'appartenance politique et générationnelle des intéressés, dans l'ensemble on constate une certaine évolution dans le discours pour dénoncer la politique coloniale de la France en Algérie, sans pour autant que la question de la repentance ou des excuses officielles ne soit simplement envisagée ou ouvertement évoquée. Cependant, la déclaration du candidat Macron a surpris plus d'un au sein du gotha politique français. Et c'est la raison pour laquelle, la droite comme l'extrême-droite, relayées en cela par les rapatriés dont les pieds noirs, se sont acharnées sur Macron.

Dans ce contexte, J. P. Raffarin ex-M. «Coopération avec l'Algérie» de Sarkozy, qualifie la déclaration de Macron d'«indigne» et ajoute qu'«opposer les Français, ressortir ces histoires pour diviser, je vois bien les soucis électoraux qu'il y a derrière tout ça».

Pour le Front national, son vice-président Florian Fillipot écrit : «Le Front national, de son côté, dit aussi stop à la «repentance». Crimes contre l'humanité, M. Macron, les routes, les hôpitaux, la langue française, la culture française ? » l'interroge-t-il. Macron a été qualifié de candidat de la repentance par Marion Marechal Le Pen. Pour sa part, le candidat de droite, F. Fillion, a pratiquement décrit Macron comme un «écervelé et un thuriféraire» en déclarant que «cette détestation de notre Histoire, cette repentance permanente est indigne d'un candidat à la présidence de la République. Il y a quelque temps, M. Macron trouvait des aspects positifs à la colonisation. Ça veut dire qu'Emmanuel Macron n'a aucune colonne vertébrale. Il dit simplement ce que ceux qui l'écoutent veulent entendre».

Plus prudent et quoique dénonçant la

**Les hommes politiques français, présidents en exercice ou candidats, considèrent qu'en dehors de l'Europe et pour des raisons liées tant à l'Histoire, aux intérêts qu'à la proximité géographique, Alger reste une étape importante pour leur mandat ou leur candidature présidentielle. Sur chaque visite plane la question mémorielle.**

politique coloniale de son pays, le candidat de la gauche, B. Hamon, ne partage pas la vision de son rival Macron dont il ne «comprend pas» la démarche, refusant de vouloir «rentrer dans une forme de concurrence mémorielle»<sup>(7)</sup>.

A l'évidence, nul besoin de souligner que les différentes déclarations de Macron sur la guerre d'Algérie, faites en France ou en Algérie, ont fait l'objet d'une grande médiatisation qu'il est impossible et inutile de rapporter. Elle a touché toutes sortes de médias qui ont commenté ou fait commenter ces déclarations par des «spécialistes» de la question coloniale. Ce que l'on peut souligner, par contre, c'est qu'«au-delà des discussions sur la notion de «crime contre l'humanité»..., cette nouvelle polémique révèle que le clivage sur

la question de la colonisation est toujours très politique en France»<sup>(8)</sup>. Cependant les démêlés de Fillion et de Marine Le Pen avec la justice ont, depuis, surpassé la question mémorielle avec l'Algérie dans le discours politique et les médias.

D'une génération à l'autre, la perception de la question coloniale dans l'histoire du pays tend à prendre une nouvelle connotation, moins «passionnelle» et plus sereine. Un sondage réalisé par l'Institut français Ifop, au profit du journal électronique algérien TSA, indique l'émergence d'une perception, somme toute nouvelle, de cette problématique auprès des jeunes générations de Français, notamment ceux du courant de gauche et ceux d'origine étrangère. Le sondage fait ressortir notamment que «51% des Français affirment être d'accord avec les déclarations de Macron sur le fait que «la colonisation est un crime contre l'humanité», et 52% des Français sont favorables à ce que le gouvernement français présente des excuses officielles pour «les meurtres et exactions commis par l'armée française durant l'occupation de l'Algérie». Mais le vote diffère en fonction des orientations politiques des jeunes.

Ainsi, 74% des sympathisants de gauche se disent favorables à des excuses officielles de la France contre 31% chez les sympathisants de droite»<sup>(9)</sup>.

Crimes contre l'humanité, crimes de guerre, crimes d'agression ou génocide ? Ou bien tout cela à la fois ? Une occupation coloniale qui a duré 132 ans et réprimé dans le sang une résistance populaire multiforme, pas seulement armée, ne pourrait que couvrir l'ensemble de ces crimes internationaux définis tant par les statuts du Tribunal international de Nuremberg, du 8 août 1945, que ceux de la Cour pénale internationale du 17 juillet 1998. Il faut tout de même souligner qu'à travers la déclaration de Macron, on s'aperçoit que la qualification de crime contre l'humanité du système colonial dans sa globalité n'engage personne, juridiquement parlant.

L'historien Henry Rousso, directeur de recherche au CNRS, rappelle que les propos de Macron ne sont «ni dans la repentance ni dans le mea-culpa» et qu'il n'a pas parlé de génocide<sup>(10)</sup>.

Dans cette contribution, il n'est pas question de s'attarder avec une étude juridique complexe de ces crimes, car cela n'en est pas l'objet. Mais il faut tout de même rappeler que les autorités françaises ont, avant Macron, tenté d'éviter, vaille que vaille, que la question coloniale soit appréhendée sous cet angle, s'agissant de crimes commis en Algérie. Elles ont pour cela rallié le pouvoir politique à la justice pour «blanchir» des criminels français notoires auteurs, en Algérie, d'actes et de faits reconnus pourtant comme crimes imprescriptibles. Par contre, ces mêmes autorités ont agi avec vigueur lorsqu'il s'est agi de rechercher, poursuivre et condamner des criminels de guerre comme Maurice Papon, Klaus Barbie ou Paul Touvier, pour ne citer que les plus